



La citation du mois

L'Espagne, qui assure pour six mois la présidence tournante de l'Union européenne, plaide pour une relance des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE avec l'ouverture du « plus grand nombre de chapitres » thématiques de discussions en vue de son intégration.

« L'Espagne est fermement partisane de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Nous avons toujours maintenu fermement cette position. C'est le cas aujourd'hui et ce le sera demain », a déclaré, le 22 février, le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, au terme d'une rencontre avec son homologue turc Recep Tayyip Erdoğan. « La présidence tournante espagnole (de l'UE) souhaite aborder et ouvrir le nombre maximum possible de chapitres dans le processus de négociations avec la Turquie pour son incorporation à l'Europe ».

De son côté, le Premier ministre turc s'est félicité du fait que « L'Espagne n'avait jamais laissée seule » la Turquie.

À la une

« Ankara étend son rôle au Proche-Orient » (Le Figaro)

Dans son édition du 19 février, *Le Figaro* profite du Forum Islam-Etats-Unis, organisé quelques jours plus tôt au Qatar, pour mettre en lumière le rôle régional grandissant d'une Turquie hyperactive, impulsée par son Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan. Endossant volontiers le rôle de médiateur dans les conflits régionaux, le chef du gouvernement turc voit sa cote de popularité auprès des opinions publiques arabes à la hausse.

« [...] Le Qatar a déroulé un tapis rouge de compliments pour son hôte turc : le vice-premier ministre qatarien a qualifié de "voix des musulmans" l'un "des leaders favoris dans le monde arabe" », rapporte Laure Marchand, correspondante du Figaro à Istanbul. « Profitant du déclin des puissances traditionnelles, comme l'Égypte et l'Arabie saoudite, les Turcs convoient désormais le leadership régional ».

Le nouveau rôle endossé par la Turquie passe symboliquement par la cause palestinienne : « la diplomatie turque veut se poser en médiateur dans les conflits qui touchent la région ». Occasion pour le journal de rappeler les « sorties musclées contre Israël » du chef du gouvernement turc, parmi lesquelles son intervention retentissante face au président israélien Shimon Pérès en 2009 à Davos. Ces prises de position lui vaudraient même, lit-on, le surnom de « nouveau Nasser » dans la presse arabe.

« Au-delà de ces succès oratoires, le retour de la Turquie dans une sphère en grande partie jadis intégrée dans l'Empire ottoman passe par une politique étrangère hyperactive. Après avoir tourné le dos à la région pendant la guerre froide, Ankara a normalisé ses relations avec ses voisins orientaux, a conduit les pourparlers secrets entre la Syrie et Israël en 2008 et intercédé auprès du régime iranien sur le dossier du nucléaire », souligne la journaliste.

Selon Mustafa el-Labbad, directeur du Centre al-Sharq pour les études régionales et stratégiques au Caire, bien que la Turquie « manque encore de réseaux et d'alliances à cause de son engagement tardif », elle représente un islam moderne qui joue en sa faveur : « L'ascension de l'Iran comme puissance régionale et comme big brother des chiïtes conduit de plus en plus les populations sunnites à se rapprocher de la Turquie. »



Actualités

Mustafa Kemal, le modernisateur de la Turquie - Le Monde économie, 16 février

Maître de conférences à l'université Paris-Dauphine, Pierre Bezbakh dresse, dans les pages du supplément économique du *Monde*, un portrait de Mustapha Kemal dont il salue l'héritage économique. Dépassant les débats passionnés sur la question de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, l'auteur rappelle que « *la Turquie, déjà membre de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), est considérée comme l'un des pays les plus susceptibles de parvenir aux standards de développement occidentaux* ».

Et pour preuve, lit-on, « *à l'instar de la Chine et du Brésil, qui ont obtenu l'organisation de grands événements sportifs mondiaux, la Turquie postule à celle du championnat d'Europe de football 2016. Le succès de sa démarche serait une reconnaissance de son statut de grande puissance* ». Un statut que la Turquie doit, juge l'auteur, « *en grande partie* » aux réformes réalisées par Mustapha Kemal : plan de développement économique par l'augmentation des surfaces ou encore un programme d'industrialisation nationale ; processus de laïcisation par la suppression de l'impôt versé aux autorités religieuses, la création des écoles publiques, le droit de vote aux femmes ou encore la latinisation de l'écriture.

Ni Orient, ni Occident, les choix audacieux d'Ankara - Monde diplomatique, février 2010

Dans le cadre du dossier intitulé « *Ni Orient ni Occident, les choix audacieux d'Ankara* », Le Monde diplomatique s'intéresse à la nouvelle politique étrangère de la Turquie qui « *se veut à la fois occidentale, démocratique, moderne et musulmane* ».

La Turquie cherche à affirmer une nouvelle vision de la politique étrangère basée sur des relations de bon voisinage et l'utilisation du 'soft power', ou pouvoir fondé sur la négociation et non la coercition. Ainsi que l'explique le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu, les Turcs sont ainsi « *prêts à jouer un rôle de médiateur dans divers conflits* » ; « *nous avons une conception de la sécurité pour tous et une conception de la paix qui nécessite à la fois un dialogue de haut niveau sur le plan politique, une interdépendance sur le plan économique et la prise en compte de la diversité culturelle* ».

Cette vision pragmatique de la politique étrangère s'appuie sur des ambitions sécuritaires et des attentes économiques et globales. Selon l'éditorialiste Kadri Gürsel, la faiblesse du marché intérieur turc contraint ainsi les entreprises à se tourner vers de nouveaux marchés, en premier lieu au Proche-Orient.

A la faveur de ce changement d'orientation stratégique, la communauté internationale s'interroge sur le risque de résurgence d'une forme de 'néo-ottomanisme', mais l'ancien diplomate Temel Iskit réfute l'idée selon laquelle la Turquie développe prioritairement ses relations avec le monde musulman.

Economie – La Tribune, 23 février

La Tribune se félicite du bilan de santé de l'économie turque : « *Reste que, quand la politique ne s'en mêle pas, la Turquie va plutôt bien. Très bien même, au regard de certains de ses voisins de la zone euro* ».

L'an dernier, le pays est parvenu à dégager un déficit budgétaire primaire (c'est-à-dire sans les intérêts de la dette) proche de zéro. Par ailleurs, depuis décembre dernier, ses efforts en matière budgétaire ont été récompensés : la note de sa dette souveraine a été améliorée pas moins de trois fois.

Dossier du mois: complot présumé

Décryptage

Historique par son ampleur, la vague d'arrestations de hauts gradés de l'armée turque pour complot présumé visant à renverser le gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan ravive les tensions entre deux pouvoirs déjà en rivalité.

L'hypothèse plausible du complot dans une Turquie qui est le théâtre de tensions entre le parti islamo-conservateur (AKP) au pouvoir depuis 2002 et l'armée d'inspiration kémaliste qui s'érige en gardienne de la laïcité, a trouvé un écho fort dans l'Hexagone. En quelques jours, le sujet a fait l'objet de plus de 15 articles et chroniques dans les principaux titres de la presse française, sans compter les dépêches de l'Agence France Presse.

Dès le 22 février, les médias français relayent l'information selon laquelle quarante-huit militaires, dont des ex-chefs de l'aviation et de la marine, ont été écroués. Ils sont soupçonnés d'avoir projeté d'organiser des attentats dans des mosquées et de provoquer un incident militaire avec la Grèce afin de décréter l'état d'urgence et prendre les commandes. Cette vaste offensive judiciaire contre la puissante institution militaire, considérée comme l'épine dorsale du régime laïc, accroît les antagonismes déjà forts entre le gouvernement et l'armée.

Si le journal *Le Monde* titre « *En Turquie, l'armée résiste à sa perte d'influence* », son correspondant à Istanbul précise toutefois que « *le pouvoir des militaires s'est érodé, sous l'effet des réformes engagées dans le cadre des négociations avec l'Union européenne* », évoquant même « *un moment crucial du processus de dé militarisation du régime et de la société turque* ». Son confrère du *Figaro* s'accorde également à décrire une armée qui « *plie sous la justice* ». Plus alarmiste, *L'Humanité* s'inquiète d'une « *crise civile et militaire* ».

Sur les ondes, le bras de fer entre l'AKP et la hiérarchie militaire fait également l'objet de plusieurs chroniques. Au micro d'Europe 1, Pierre-Marie Christin décrypte trois forces en présence en Turquie : « *Le sabre, le minaret et la démocratie* ».

Dans sa chronique quotidienne de géopolitique sur France Inter, Bernard Guetta s'attèle quant à lui à décrypter « *les mystères d'Ankara* ». Occasion de rappeler que l'armée « *forte non seulement de ses armes mais aussi de son prestige et de ses relais dans l'appareil judiciaire, la presse et l'intelligentsia* » constitue, aujourd'hui, la seule véritable opposition à l'AKP. Soulignant les antagonismes entre le pouvoir civil et militaire, le chroniqueur parle même de « *deux Turquie* » :

« *Entre ces deux Turquie, la bataille est si rude qu'on ne peut pas complètement exclure qu'il y ait eu complot civil contre le pouvoir militaire et non pas complot militaire contre le pouvoir civil, un mélange des deux au moins* ».

Si la presse française rappelle que quatre gouvernements ont déjà été renversés par la force depuis 1960, elle juge que l'intrusion des militaires dans le jeu politique turc reste aujourd'hui indiscutable, mais moins directe : boycott des réceptions officielles par les généraux pour protester contre la présence des femmes des responsables de l'AKP vêtues d'un foulard islamique, organisation de manifestations en 2007 contre la candidature d'Abdullah Gül à la présidence de la République, ou encore action judiciaire menée par le procureur de la Cour de cassation qui, en 2008, a failli conduire à la dissolution du parti au pouvoir pour « *activités antilaïques* ».

Enfin, *La Tribune* se démarque des autres quotidiens par un article « *L'armée turque fait de la résistance économique* » où il esquisse le poids économique de l'armée turque qualifiée de « *l'une des plus grosses entreprises du pays* ».